

Compte rendu de la Commission administrative paritaire (CAP)
des Attachés d'administration de l'Etat
du 27 novembre 2014.

La présidence de cette CAP a été assurée par Eric LEDOS, chef de service adjoint au DRH.

Elle ne comportait aucune promotion de B en A, au principalat et à la hors classe.

Bref c'était la dernière CAP de l'année avant les élections du 4 décembre.

ASSEMBLEE RESTREINTE ET PLENIERE CONCERNANT LE GRADE DE BASE

I/ Examen des demandes de mutation des attachés d'administration de l'Etat

Les mutations suivantes ont été entérinées :

- THUILLIER Frédéric de la DIRECCTE des Pays de la Loire vers la DIRECCTE de Bretagne sur un poste de Chargé de mission au pôle 3^E ;
- PATERNOSTER Olivier de l'UT 51 vers la DIRECCTE Champagne Ardenne sur un poste de chargé de mission mutations économiques ;
- CLAVREUL Dominique de la DGCS vers l'UT 78 sur un poste de CDET ;
- MERCKEL Virginie vers l'UT 94 sur un poste de CDET ;
- OCTAVE Benoît de l'UT 52 vers la DIRECCTE Lorraine sur un poste d'appui au pilotage du secteur travail ;
- MOREL Valérie de l'UT 07 vers l'UT 81 sur un poste de CDET ;
- MICHAUD Marie de la DIRECCTE des Pays de la Loire vers l'UT 85 sur un poste de secrétaire général (susceptible d'être vacant) ;
- HASSED Marie de l'UT 61 vers l'UT 85 sur un poste de CDET ;
- AUBERTIN BOCCANFUSO Christine l'UT 85 vers la DIRECCTE des Pays de la Loire sur un poste de chargée de mission AME ;
- CHAUVIN Marcel du centre pénitentiaire de Borgo vers l'UT 05 sur un poste de responsable affaires générales;
- CHABAL Bruno de la DGEFP vers l'UT 13 sur le poste de responsable du service IAE ;
- LARDERET Séverine du Lycée Aubanel à Avignon vers l'UT 83 sur un poste de CDET ;

- PAROT Marie Odile de l'ARS Ile de France, DT 94, vers la DIECCTE de Martinique sur un poste de chargé de mission « politiques de l'emploi et développement territorial » ;
- DEVARREWAERE Anthony du Conseil général de la Côte d'Or vers l'INTEFP sur un poste de responsable de projet à la direction des études.

Une candidature extérieure aux ministères sociaux sur le poste de responsable de service de gestion du budget et de la comptabilité au sein de la DIRECCTE Haute Normandie a fait l'objet d'un vote défavorable de notre part comme de la CGT dans la mesure où le poste avait été déclaré à la vacance à l'infra régional (donc pas de possibilité pour des agents venant d'autres régions d'obtenir gain de cause) et qu'en cours de CAP l'Administration a déclaré cette vacance au national.

Avec la CGT nous avons combattu le refus de l'administration d'un poste offert à la vacance à un ancien secrétaire administratif promu attaché par liste d'aptitude. Sans réaction ferme de notre part, il risque de ne pouvoir être intégré comme attaché.

Cette règle de mobilité pour profiter de sa promotion devient inapplicable.

Nous demandons à ce que l'administration qui nous est apparue consciente du problème y renonce.

II/ Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat

Nous nous sommes abstenus sur un certain nombre de dossiers de demandes d'accueil en détachement. Cela a été notamment le cas d'un recrutement au sein d'un cabinet ministériel qui échappe habituellement aux règles communément admises. L'absence de publication des postes à la vacance, ou la consultation tardive de la CAP pour un candidat déjà en poste ont fait l'objets de nos protestations.

Par contre, nous avons soutenu les demandes ci-dessous :

NOM - PRENOM	Grade d'origine	Administration d'origine	Affectation prévue	Poste Publié
ANDRIEUX Catherine	attaché territorial	conseil général de Savoie	DDCS Ain	responsable de l'unité accueil-hébergement-insertion
BRIERE Nathalie	cadre de 1er niveau	La Poste	DRJSCS Champagne-Ardenne	responsable service budget comptabilité logistique
DEROUT Laurent	attaché territorial	centre communal d'action sociale de la ville de Cesson-Sévigné	ARS Pays-de-la-Loire (délégation territoriale 44)	chargé de projet personnes âgées dépendantes

DEVARREWAERE Anthony	attaché territorial	conseil général de la Côte d'Or	INTEFP	responsable de projet à la direction des études
DOUESNARD Noémie	attaché territorial	conseil régional d'Ile-de-France	DSI	chargé de mission pilotage des marchés massifiés
LAHITTE Pascal	Professeur des écoles détaché sur un poste de conseiller d'animation sportive	Ministère de l'éducation nationale	DDCS 93	Conseiller en développement des politiques sportives
NIVAUD Franck	attaché territorial	mairie de Lille	ARS Midi-Pyrénées	animateur régional achat

III/ Examen des demandes d'intégration directe dans le corps des attachés d'administration de l'Etat

Nous avons voté pour les intégrations suivantes :

Noms - Prénoms	Corps d'origine	Direction d'affectation
BENUFFE Lucien	ingénieur d'études	DRH
LALU Alice	ingénieur d'études	DGT
MIBENE François	Ingénieur d'étude	DGEFP
PETITIT Sabine	attachés territoriaux	DFAS
RANDRIAMANALINA Sophie	professeurs de sport	DDCSPP de l'Yonne
RENUIT-LERIOU Audrey	attachés territoriaux	DGEFP
SCHNEIDER Vincent	officiers	DRJSCS Alsace

VARON David	ingénieurs d'études	Agence de santé Océan Indien
--------------------	------------------------	------------------------------------

Les intégrations directes suivantes ont fait l'objet d'un vote favorable à l'unanimité :

Nom - Prénom	Corps d'origine	Administration d'origine	Affectation
DUCOURET Nathalie	conseillère d'éducation populaire et de jeunesse classe normale	ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (en PNA)	DRJSCS Poitou- Charentes en fonction depuis décembre 2013 en qualité de responsable de la cellule communication
ROVIRA Hélène	ingénieure d'études de 2ème classe détachée dans le corps des attachés d'administration de l'Etat au ministère de l'éducation nationale	CNRS	CREPS de Bordeaux responsable des ressources humaines
VEYRAC Bernard	ingénieur d'études de 2ème classe	ministère de l'éducation nationale, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (en PNA)	DRH adjoint au chef de la section des filières sociale et santé- environnement

Refus d'intégration

La CAP a été consultée sur un refus d'intégration d'une ingénieure d'études à la DRJSCS du Nord Pas de Calais.

Celle-ci s'est heurtée à un refus catégorique de la part de son directeur qui souhaite qu'elle retourne à l' Education Nationale car elle ne remplirait pas de façon satisfaisante les missions confiées. Son dernier entretien d'évaluation montre que faute de lui avoir accordé les formations demandées, elle n'a pas eu les moyens d'exercer pleinement ses missions .Nous nous sommes abondamment exprimés et avons voté contre ce refus.

IV/ Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat

NOM - PRENOM	Grade d'origine	Administration d'origine	Affectation	Fonctions
CHAUVIN Marcel	Attaché	Ministère de la justice	Direccte PACA UT 05	Responsable affaires générales et pilote de dispositif pôle 3 ^E
DANIEL Marine	Attachée	Ministère de l'éducation nationale	ARS Alsace	Chargée d'études logistiques, budgétaires et contrôle de gestion
HENNY Pascale	attachée	ministère de l'éducation nationale (université René Descartes Paris 5)	DRH	chargée de mission "conception, promotion et mise en œuvre des politiques et dispositifs"
JULLIEN Eve	attachée	ministère de la justice	DGOS	chargée de mission Europe
LARDERET Séverine	Attachée	ministère de l'éducation nationale	Direccte PACA UT Var	CDET
LESAGE Gabrielle	attachée	Premier ministre	DRH - SD1A	chargée d'études et d'analyse GPEC
LAKEHAL Monia	attachée	ministère de l'éducation nationale (lycée à Mazamet (81))	DRJSCS Midi-Pyrénées	responsable ressources humaines

Nous avons avec la CGT voté contre l'accueil en détachement d'un agent en DIRECCTE alors que le dépassement du plafond d'emploi a été opposé à la mutation dans cette structure d'un agent de nos ministères devant, par ailleurs, effectuer une mobilité pour bénéficier de sa promotion de B en attaché

V/ Examen d'un refus de congé de formation professionnelle

Nous avons soutenu la demande de congé de formation d'une jeune attachée sortie depuis 2009 de l'IRA qui se heurte à un refus dans l'intérêt du service. La situation va se débloquer en sa faveur dans quelques mois.

VI/ Examen des titularisations de travailleurs handicapés dans le corps des AAE

Nous avons voté pour les titularisations de 4 attachés qui ont avertis de cette nouvelle :

ASSEMBLEE RESTREINTE CONCERNANT LE GRADE PRINCIPAL

VII/ Examen des demandes de mutation des attachés d'administration de l'Etat

Les mutations suivantes ont été actées :

- LARDIER Nicolas de la préfecture du Territoire de Belfort à l'UT 90 sur le poste d'adjoint au directeur ;
- DEGENNE SHORTEN Laurence de la DIRECCTE Ile de France vers l'UT 95 sur le poste de responsable du pôle des politiques de l'emploi ;
- SAHNOUNE Soheir vers l'UT 69 sur le poste de secrétaire général ;
- CALANDRA Aniela de la DDT 69 du ministère de l'écologie à l'INTEFP sur le poste de responsable de projet à la direction des études ;
- COGGIA Danielle de la DIRECCTE Corse sur le poste de responsable du CIF de Lille.

VIII/ Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

Nous nous sommes abstenus sur deux demandes en raison de candidatures internes écartées purement et simplement sans audition des personnes.

Nous avons soutenu les candidatures au mouvement suivantes :

NOM - PRENOM	Grade d'origine	Administration d'origine	Affectation	Fonctions
CALANDRA Aniela	attachée principale	ministère de l'écologie	INTEFP	responsable de projet à la direction des études
LARDIER Nicolas	attaché principal	ministère de l'intérieur (préfecture du territoire de Belfort)	DIRECCTE Franche-Comté - UT territoire de Belfort	adjoint au directeur de l'UT

LOEFFLER Patricia	attachée principale	ministère de l'éducation nationale (académie de Besançon)	CREPS de Strasbourg	en charge de la vie intérieure et du suivi de la scolarité des sportifs au CREPS de Strasbourg
SAHNOUNE Soheir	Attachée principale	Ministère des finances en PNA au sein des services du Premier ministre	UT 69	Secrétaire général

IX/ Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

Les demandes suivantes ont fait l'objet d'un vote favorable :

NOM - PRENOM	Grade d'origine	Administration d'origine	Affectation prévue	Poste Publié
BAGGIO Muriel	attachée principale	ministère de la défense	DIECCTE de Mayotte	secrétaire générale
BARILLET Gérald	ingénieur principal des systèmes d'information et de communication	ministère de l'intérieur (préfecture de Loire-Atlantique)	ARS Pays-de-la-Loire	responsable de l'unité infrastructures système d'information et supports
LE ROY Maguelone	attachée territoriale principale	conseil général du Lot	ARS Midi-Pyrénées délégation territoriale du Lot	responsable du pôle médico-social et adjoint au délégué territorial
LORENTE Michel	attaché territorial principal	ville de Colomiers (Haute-Garonne)	ARS Midi-Pyrénées	responsable des ressources humaines
MOULUCOU Marie-France	attachée territoriale principale	service départemental d'incendie et de secours de Lot-et-Garonne	DDCSPP du Lot-et-Garonne	chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité

X/ Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

Les intégrations suivantes ont fait l'objet d'un vote favorable :

Noms - Prénoms	Corps d'origine	Direction d'affectation
DELAPERRIERE Madeleine	attachés territoriaux	direction des sports
GARGASSON Myriam	attachés territoriaux	direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

XI/ Mutation d'office

L'administration a proposé de muter d'office une attachée principale qui avait des difficultés avec sa directrice et certains agents de son service sans recourir à une sanction disciplinaire. La CFDT avec la CGT a demandé à bénéficier de tous les éléments d'une affaire complexe. Le dossier présenté l'étant seulement à charge. Nous avons découvert que l'intéressée n'avait même pas été prévenue de la procédure engagée à son encontre. Lors de la prochaine CAP ce dossier sera réexaminé dans les règles et l'intéressée pourra faire entendre ses arguments.

ASSEMBLEE PLENIERE

Réductions d'ancienneté

Au titre de 2014, tous les attachés doivent bénéficier d'une réduction d'ancienneté d'un mois. En ce qui concerne les réductions d'ancienneté non attribuées, elles nécessiteront une saisie manuelle, l'application informatique étant dans l'incapacité de le faire automatiquement.

En 2015, un texte actuellement au Conseil d'Etat va permettre d'accorder 1 mois par an.

Réforme du régime indemnitaire.

Un nouveau régime indemnitaire devrait remplacer la PFR au 1^{er} juillet 2015. Il sera composé d'une partie socle, comprenant les fonctions, suggestions et expertise et un autre socle sur la manière de servir (10 à 20 %). Cela impliquera une nouvelle cartographie des postes moins usine à gaz que la précédente a reconnu l'administration.

Commissions de réforme

Nous sommes intervenus avec la CGT pour dénoncer la tenue d'une commission de réforme le même jour et à la même heure que la CAP des attachés et des secrétaires administratifs !

L'administration ne doit plus prendre à la légère l'organisation de ces commissions qui ont un pouvoir important dans des situations souvent très graves.

Préparation à l'examen professionnel d'APAE :

L'Administration nous a donné des précisions sur les moyens apportés pour nous permettre de nous y présenter le mieux possible

:

Sur 237 agents inscrits à l'examen professionnel, 147 se sont inscrits à la formation RAEP, et 163 à la préparation orale.

Plafonds d'emplois régionaux :

Pour permettre une bonne appréciation des mutations en province, l'Administration doit nous donner les plafonds d'emplois régionaux de l'année en cours pour tous les services.

De plus, les attachés indépendamment de leur secteur d'affectation devraient pouvoir avoir la connaissance des postes vacants sans avoir chaque jour à consulter la BIEP.

Le fait que ces données ne soient pas commodément accessibles est un frein à la mobilité. Nous avons demandé à bénéficier d'une plus grande visibilité en ce domaine.

Vos représentants CFDT :

Thierry CASTAGNO

thierry.castagno@social.gouv.fr

01 40 56 86 94

Maurice MENDES DA COSTA

Maurice.mendes@social.gouv.fr

01 40 56 46 22